

Russie - [URSS] - Russie

Tiraspol'sky

Citer ce document / Cite this document :

Tiraspol'sky. Russie - [URSS] - Russie. In: Politique étrangère, n°3-4 - 2000 - 65^e année. pp. 757-770;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.2000.4981>

https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_2000_num_65_3_4981

Fichier pdf généré le 13/04/2018

Abstract

Russia - [URSS] - Russia, by Anita Tiraspolksy

From Nicolas II to Vladimir Poutine, Russia passed through many changes. To the tsarist empire succeeded the Union of the Soviet socialist republics. To Lenin's international revolutionary ambition succeeded Stalin's continental imperialism, and later on Khrouchtchev's and Brejnev's world imperialism. But the superpower "homeland of socialism" could not resist the explosion of the empire announced by the fall of Berlin's wall, in 1989 : in 1991, Russia was reborn, and a new page of Russian history was turned. But despite the specificities and tensions which are still shaking the country, between North and South, East and West, Christianity and Islam, Russia wants eventually to be integrated into the world community and to stop being considered as an alien actor on the international stage.

Résumé

De Nicolas II à Vladimir Poutine, la Russie est passée, au cours du XXe siècle, par bien des métamorphoses. A l'empire tsariste d'avant la Première Guerre mondiale succède l'Union des républiques socialistes soviétiques, l'URSS, dont la vocation révolutionnaire internationaliste exprimée par Lénine cède à l'impérialisme soviétique, continental avec Staline, mondial avec Khrouchtchev et Brejnev. Devenue une superpuissance après 1945, la « patrie du socialisme » ne peut résister à l'éclatement de l'empire qu'annonce la chute du mur de Berlin, en 1989 : en 1991, la Russie renaît donc sur les débris de l'empire, et, avec elle, une nouvelle page de l'histoire russe s'ouvre devant les yeux inquiets du monde. Mais en dépit de ses spécificités et des tensions diverses qui l'ébranlent, entre Nord et Sud, Orient et Occident, christianisme et islam, la Russie fédérale entend bien s'intégrer enfin dans la communauté des grands Etats et cesser d'être considérée comme un acteur à part des relations internationales.

Anita TIRASPOLSKY

Russie – [URSS] – Russie

De Nicolas II à Vladimir Poutine, la Russie est passée, au cours du XX^e siècle, par bien des métamorphoses. À l'empire tsariste d'avant la Première Guerre mondiale succède l'Union des républiques socialistes soviétiques, l'URSS, dont la vocation révolutionnaire internationaliste exprimée par Lénine cède à l'impérialisme soviétique, continental avec Staline, mondial avec Khrouchtchev et Brejnev. Devenue une superpuissance après 1945, la « patrie du socialisme » ne peut résister à l'éclatement de l'empire qu'annonce la chute du mur de Berlin, en 1989 : en 1991, la Russie renaît donc sur les débris de l'empire, et, avec elle, une nouvelle page de l'histoire russe s'ouvre devant les yeux inquiets du monde. Mais en dépit de ses spécificités et des tensions diverses qui l'ébranlent, entre Nord et Sud, Orient et Occident, christianisme et islam, la Russie fédérale entend bien s'intégrer enfin dans la communauté des grands États et cesser d'être considérée comme un acteur à part des relations internationales.

Politique étrangère

Le 21 décembre 1900, pour rassembler et diriger le mouvement révolutionnaire russe, alors en pleine expansion, Lénine lance à Leipzig le premier numéro de l'*Étincelle* (*Iskra*) – organe de combat précurseur du parti communiste. Dans la pensée internationale et révolutionnaire de son géniteur, cette *Étincelle* russe doit embraser le monde. Mais cet embrasement n'a pas lieu : il se limite à la Russie tsariste qui, en quelques années, devient une véritable marmite révolutionnaire. Celle-ci provoque en 1917, à la faveur de la Première Guerre mondiale, l'effondrement sanglant du seul empire tsariste et la disparition de la Russie. Sur leurs décombres, Lénine construit une entité politique nouvelle – ni un pays, ni une nation – qui devient, le 30 décembre 1922, l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), peuplée de citoyens soviétiques, un statut qui l'emporte sur la nationalité de chacun. Très vite, le « pays des soviets »

acquiert un rayonnement et une puissance de véritable empire qui vont tenir une place essentielle dans l'histoire du XX^e siècle.

Devenue une superpuissance globale à l'ère brejnévienne, seule rivale des États-Unis, l'URSS ne sait pas que ses jours sont comptés. En 1989, à sa périphérie, des morceaux se détachent de l'empire sous la pression de la rue. Les pays de l'Europe centrale et orientale quittent le pacte de Varsovie et le bloc soviétique, cette fois sans trop d'effusion de sang. Puis en 1990-1991, comme dans un jeu de dominos, c'est au tour des républiques de l'URSS de revendiquer leur indépendance. La Russie, elle aussi, veut exister. En quête d'une identité propre, et conduite par Boris Eltsine, elle va précipiter la chute de l'empire soviétique et se retrouver, pour la seconde fois au cours du siècle, face à un nouveau destin. Mais c'est maintenant celui d'un pays plus petit, ramené aux dimensions de la Russie d'avant les Romanov (1612), celui d'une nation russe trop longtemps escamotée et qui prétend se placer enfin sous le signe de la civilisation et non plus de la puissance.

Dans notre perspective, s'interroger sur la nature des relations internationales de la Russie au cours du XX^e siècle, c'est tenter de répondre au moins à deux préoccupations essentielles : l'URSS a-t-elle été un acteur à part dans les relations internationales ? Qu'est-ce qui l'a différencié de n'importe quel autre empire, en particulier de l'empire tsariste dont elle a été l'héritière ? Et la Russie actuelle va-t-elle devenir un pays normal, sans rêve impérial ?

Une fin d'empire d'un autre siècle

Ces questions n'embrassent pas, il est vrai, le début du siècle – la fin de l'empire tsariste. C'est qu'elle appartient, cette fin-là, à un XIX^e siècle qui s'achève, pour la Russie, avec la Grande Guerre. Sans conteste, la Russie du début du siècle est une grande puissance qui mène une politique d'empire : asseoir le prestige et le pouvoir du monarque absolu. Dans la lignée des empires occidentaux modernes et pour renforcer sa puissance, le tsar a choisi de donner la priorité à l'économie, au développement industriel et à l'ouverture sur le monde, mais il ne perçoit pas à sa juste mesure l'agitation intellectuelle et ouvrière qui règne dans le pays. À l'extérieur, Nicolas II s'est voulu l'architecte de la paix internationale. Il convoque, en 1899, à La Haye,

un Congrès de la paix, premier d'une longue série de conférences pour la paix et le désarmement qui s'échelonneront tout au long du siècle. Pourtant, au même moment, le tsar ne peut s'empêcher, à l'instar des autres empires, d'étendre son autorité : c'est le cas en Finlande, à laquelle il refuse toute autonomie (*Manifeste* de 1899) ; en Arménie, où il impose une violente russification ; et surtout en Asie, où il profite de la révolte des Boxers, en Chine, pour accroître le territoire de l'empire en occupant militairement la Mandchourie et en lorgnant vers la Corée. Mais le Japon réagit en attaquant la flotte russe à Port-Arthur (9 février 1904). La guerre enclenchée s'avère un fiasco pour la Russie, avec la destruction d'une grande partie de sa flotte du Pacifique.

Cet échec révèle les piètres qualités de chef de guerre du monarque, la faiblesse politique et militaire de la Russie, mais aussi l'atmosphère révolutionnaire du pays qui a paralysé les opérations. Cette guerre perdue en Extrême-Orient rend les forces sociales plus menaçantes encore pour le pouvoir. C'est en effet au lendemain de la capitulation de Port-Arthur, le 2 janvier 1905, que les usines Poutilov de Saint-Petersbourg se mettent en grève. De même, après le désastre naval russe dans le détroit de Tsushima (mai 1905), les marins du cuirassé *Potemkine* se mutinent.

Cette nécessité pour le pouvoir de prouver sa puissance à l'extérieur et d'être une entité mondiale majeure pour faire admettre l'« autocratie » et surtout les efforts de modernisation imposés à une société très pauvre, caractérise la Russie impériale. L'incapacité à faire gagner le pays à l'extérieur alors qu'il se détermine comme une grande puissance est sans doute l'un des facteurs qui a contribué largement à la chute de l'empire. Si Nicolas II n'a pas établi le lien entre la guerre et l'ébranlement de son trône, Lénine, lui, l'a compris intuitivement, et il en tire des « conclusions fécondes » qui lui permettront, en 1917, de prendre le pouvoir¹ et d'édifier une nouvelle puissance, l'URSS, fondée sur l'idée marxiste d'internationalisme prolétarien.

1. Cette relation particulière entre la place du pays dans le monde, son rayonnement extérieur et à l'intérieur du pays, et l'acceptation sociale de contraintes trop souvent inhumaines a été particulièrement bien mise en évidence par Georges Sokoloff dans *La Puissance pauvre, une histoire de la Russie* et par Hélène Carrère d'Encausse dans *La Russie inachevée. Lénine. Nicolas II. Victorieuse Russie. Ni guerre, ni paix*, lectures essentielles dans cette perspective.

L'empire soviétique : un empire particulier ?

L'histoire de l'URSS, de 1917 à 1991, a été celle d'une grande vedette, à la fois haïe et adulée, mais toujours au centre des préoccupations internationales du monde entier. Elle a été perçue par les uns comme l'ennemie numéro 1, d'abord en raison des visées idéologiques de ses leaders, puis, à partir de 1943, en raison de sa puissance industrielle jugée menaçante. En tant que « patrie du socialisme », elle a suscité pour beaucoup d'autres un formidable espoir. Elle s'est sortie héroïquement de la Seconde Guerre mondiale après Stalingrad. Il est indéniable qu'elle a joué l'un des premiers rôles dans le tumulte du siècle et occupé une place « à part » dans les relations internationales.

Le pays de la révolution

Comme le montre Hélène Carrère d'Encausse, la pensée de Lénine qui préside à la naissance de l'URSS comporte « *deux aspects qui lui confèrent une certaine originalité au sein de la famille marxiste* ». D'une part, Lénine est animé d'une volonté d'occidentalisation farouche et considère que l'on ne peut arracher la Russie à son retard, à la « barbarie asiatique », et l'eupéaniser, que par une révolution socialiste. Si la Russie est devenue « *la terre du socialisme et des soviets, c'est parce qu'elle était un concentré des côtés les plus négatifs de l'impérialisme, élevés au carré*² ». Et d'autre part, il a une vision mondiale et pense que la révolution accomplie en Russie ne peut que s'étendre au-delà. Selon les termes mêmes de Kautsky : « *La révolution bolcheviste a été faite dans l'hypothèse qu'elle serait le point de départ de la révolution générale européenne et que l'initiative hardie de la Russie inciterait tous les prolétaires d'Europe à se soulever*³. »

Certes, au début, les objectifs de politique extérieure de l'État bolchevique ne sont pas clairs, mais Gueorgui Tchitcherine, qui succède à Léon Trotski à la tête du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères, va très vite donner à la politique étrangère du pays un visage qui rassure le monde entier. Sa vocation est double : permettre

2. Hélène Carrère d'Encausse, *Lénine*, Fayard, Paris, 1998.

3. Cité par N. Lénine (V. Oulianov), *La Révolution prolétarienne et Kautsky le renégat*, Edition du Comité exécutif de l'Internationale communiste, Moscou, 1919, p. 54.

à l'État bolchevique de se construire et promouvoir la révolution mondiale – pragmatisme et lutte révolutionnaire – afin d'« *abattre les classes dirigeantes d'Europe* ». Aussi, après avoir rejeté les relations entre États, Lénine instaure-t-il la puissance « étatique » de la révolution russe, synthèse des deux objectifs de politique extérieure. Il utilise à cet effet deux instruments : la diplomatie traditionnelle, conduite, dès 1918, par le gouvernement, et la propagande, qui devient très vite l'apanage du Parti. Des bataillons de propagandistes brandiront ainsi leur slogan à travers toute l'Europe : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » Lénine dira d'ailleurs à ce propos : « *Ce n'est pas du point de vue de mon pays que je dois raisonner (il faut laisser cela au malheureux crétin, au bourgeois nationaliste, qui ne comprend pas qu'il est un joujou entre les mains de la grande bourgeoisie impérialiste), mais au point de vue de ma participation à la préparation de la propagande, à l'accélération de la révolution prolétarienne universelle. Voilà ce que c'est que l'internationalisme⁴.* »

En voulant un État bolchevique fort pour dépasser le cadre national, Lénine jette les bases d'une fédération où il incorpore d'autres nations par un jeu subtil d'alliances bilatérales, voire par la force s'il le faut. Dix jours après sa mort, le 31 janvier 1924, la première constitution de l'URSS est adoptée. Cette consolidation intérieure de l'État entraîne le renforcement de son autorité internationale. C'est là que l'internationalisme et l'impérialisme se rejoignent. Londres reconnaît l'URSS le 2 février 1924, l'Italie de Mussolini peu après, et la France le 28 octobre de la même année. Non sans aveuglement, Édouard Herriot salue le régime soviétique « *partout où son autorité est reconnue par la population⁵* ». De fait, le génie de Lénine aura été de s'incliner devant le réel pour éviter l'échec. Il sait composer avec l'environnement hostile, en inventant avant l'heure la « coexistence pacifique » du capitalisme et du socialisme. Aux yeux du monde entier, il réussit à faire passer le Parti communiste russe, né de la révolution, pour le dépositaire exclusif du marxisme, et fait entériner, à partir de 1920 (II^e Congrès de l'Internationale) sa propre théorie marxiste. Il sait enfin concilier un discours humaniste et une pratique déshumani-

4. Lénine, *op.cit.* p. 54.

5. Cité par Georges Sokoloff, *La Puissance pauvre*, Fayard, Paris, 1993, p. 339.

santé⁶. L'URSS de Lénine va durablement servir de modèle au monde entier. Les perversions du système ne remettront pas en cause son œuvre : elles seront le fait de ses successeurs.

La forteresse soviétique – la révolution dans un seul pays

La révolution mondiale n'ayant pas eu lieu, Staline en tire les leçons. En 1928, il opère la fusion des politiques étrangère et internationale avec pour objectif de protéger la sécurité de l'URSS : c'est désormais son premier devoir internationaliste ! Pour restaurer l'économie du pays mise à mal par la guerre et la révolution, et pour lancer l'industrialisation, il lui faut l'aide des Occidentaux. Sa politique est couronnée de succès et se traduit par l'établissement de relations diplomatiques avec les États-Unis (novembre 1933) – l'année de la première famine programmée de l'histoire⁷ – et l'entrée de l'URSS à la Société des Nations (SDN) comme membre permanent du Conseil (septembre 1934). Il est vrai que la menace allemande se précise.

Or l'URSS n'est pas prête. Aussi, pour se donner le temps, Staline donne son accord au pacte de non-agression Ribbentrop-Molotov (23 août 1939). Ce sursis lui permet de se construire un glacis et d'étendre l'empire. Mais, le 3 juillet 1941, onze jours après l'entrée des armées allemandes sur le territoire soviétique, Staline doit se rendre à l'évidence : c'est la guerre. La victoire de Stalingrad (1943) lui permettra de proclamer la force du système soviétique, en passant sous silence les concessions qu'il a dû faire pour faire accepter par le pays quelque 20 millions de morts (reconnaissance de l'église orthodoxe, dissolution du Komintern, abandon de l'*Internationale* comme hymne soviétique...). Cette victoire et la fascination qu'exerce Staline lui permettent d'imposer ses conditions (annexions, concessions, prises de contrôle) au moment de la paix. Il peut ainsi réaliser son projet de puissance et donner à l'Union soviétique une position européenne dont il rêvait, comme Lénine et tous les tsars avant lui.

6. Hélène Carrère d'Encausse, *Lénine*, op. cit., p. 622.

7. La collectivisation forcée des campagnes, notamment en Ukraine, fera quelque 4 millions de morts de faim, de froid et de mauvais traitements. Voir *L'Année noire. Témoignages sur la famine en Ukraine*, présenté par Georges Sokoloff, Albin Michel, Paris, 2000.

La superpuissance

La guerre aura changé l'URSS dans sa dimension internationale en la faisant accéder au statut de grande puissance décidant avec ses partenaires de l'ordre international futur et, plus profondément, « *en offrant au monde un nouveau visage qui contribuera à brouiller les cartes, à modifier les certitudes de ses interlocuteurs, ce qui pèsera sur l'avenir de toute l'Europe*⁸ ». Staline a glissé des solidarités de classes à celles du sang et du sol, de « nation » soviétique ; il est passé de l'universel au particulier. Dès 1943, l'URSS agit sur la scène internationale avec les moyens traditionnels des États : la puissance et la diplomatie, même si elle reste empêtrée dans une phraséologie internationaliste.

À l'intérieur, tout est mis en œuvre pour développer la puissance militaire du pays, aboutissant à une hypertrophie phénoménale de l'industrie militaire. À l'extérieur, l'URSS, patrie du socialisme, constitue un camp socialiste autour de l'idée panslave où l'URSS joue le rôle de « frère aîné », de « grand frère ». Isolée de l'Europe, elle servira de vitrine du socialisme pour le reste du monde. Ainsi, la famille socialiste, intégrée au sein du pacte de Varsovie, va séduire de manière plus ou moins durable bon nombre de pays du Tiers-Monde qui viendront se placer dans la mouvance soviétique : Cuba et le Viêtnam, fidèles jusqu'au bout, et d'autres de manière plus précaire (Égypte, Syrie, Éthiopie, Angola, Mozambique, Afghanistan, Nicaragua, etc.).

On le voit bien, de la conception continentale de la puissance propre à Staline, ses successeurs (Nikita Khrouchtchev et surtout Leonid Brejnev) passent à une conception plus mondiale de la puissance soviétique, cette expansion de l'empire se faisant au nom de la paix et de la sécurité. Mais c'est cette « enflure internationale » de l'URSS et la compétition pour la puissance qu'elle mène avec les États-Unis qui vont finalement provoquer sa perte.

La Russie : un pays normal ?

La vedette qui défiait le monde depuis plus de soixante-dix ans – l'Union soviétique – quitte officiellement la scène à la fin de 1991 et,

8. Hélène Carrère d'Encausse, *Le Grand frère*, Flammarion, Paris, 1983.

avec elle, l'utopie de Lénine – celle d'un monde socialiste meilleur. Principal artisan de cette disparition, la Russie, réapparue à l'été 1991, perd son empire dans le combat pour sa renaissance. Cette nouvelle Russie surprend les Russes comme le monde entier. Depuis lors, tous s'interrogent, expriment leurs craintes sur sa nature, son destin, ses rapports avec le monde extérieur et avec les pays de l'empire défunt. La Russie « *qui désormais n'est plus l'URSS, qui n'est plus l'Empire, qui n'est plus un empire*⁹ », qui est-elle ? Une nation ? Un pays européen responsable de son destin ? Après avoir été confondue avec l'Union soviétique, elle se dit l'héritière de l'URSS dont l'histoire est sa propre histoire. Dès lors, ne conserve-t-elle pas quelque rêve impérial face à son empire perdu ? Ou quelque volonté de revanche face à sa superpuissance évanouie ?

Il est vrai que, pour le monde extérieur, l'inquiétude à propos de la Russie est entretenue par l'existence d'un héritage industriel soviétique particulièrement délabré, source potentielle de nombreux accidents aux répercussions internationales, à l'exemple – par hasard ukrainien – de la centrale nucléaire de Tchernobyl ou, plus récemment, du naufrage du sous-marin nucléaire, le *Koursk*. En fait, tous les pays de la nouvelle Communauté des États indépendants (CEI) auront à souffrir de cet héritage monumental d'infrastructures menaçantes et coûteuses qui répondent à des ambitions d'une époque révolue. À juste titre, ils peuvent faire peur. Mais l'inquiétude à l'encontre de la Russie est plus profonde et se nourrit des difficultés qu'elle a encore à formuler son identité et son espace, à consolider la démocratie et à transformer ses institutions et ses comportements économiques. La politique étrangère russe de la fin du siècle reflète cette transition difficile : passer du statut d'empire à celui de nation.

Ceux qui n'y voient que démarches pour reconstituer une puissance considèrent, avec un peu de condescendance, qu'elle sera toujours un pays à part et la rejettent du cercle des États puissants. La Russie, il est vrai, a des spécificités qui la distinguent des autres États. Mais est-ce suffisant pour l'empêcher d'avoir une politique étrangère « normale » ? Je préfère pour ma part emboîter le pas des historiens et des

9. Hélène Carrère d'Encausse, *Victorieuse Russie*, Fayard, Paris, 1992.

observateurs qui demeurent convaincus qu'en dépit des contraintes et de sa complexité, la Russie a sa place dans le monde civilisé européen occidental.

Le cas russe

La Russie est considérée comme spécifique pour trois raisons au moins : ce n'est pas un État-nation mais un État multiethnique ; son ex-empire s'étend à ses frontières et non pas outre-mer ; et géographiquement, enfin, elle reste à cheval sur l'Europe et l'Asie et, bien que réduite, conserve un espace aux dimensions de continent.

L'empire disparu, toutes les républiques de l'ex-URSS deviennent des États-nations ou presque, sauf la Russie qui s'est trouvée face à un problème. Peut-elle être, en effet, un État-nation alors que, dans ses frontières dessinées par le pouvoir soviétique, coexistent un grand nombre de groupes ethniques et nationaux bien distincts par leur passé, leur langue, leur religion, leurs aspirations et leur territoire¹⁰ ? Alors que sa culture et ses origines chrétiennes se trouvent à Kiev, hors de ses frontières actuelles ? La Sibérie, conquête du XVI^e siècle, et le Kazakhstan du Nord où vivent majoritairement des Russes, doivent-ils faire partie de la Russie ? Alexandre Soljenitsyne s'était prononcé, dès 1974, dans sa *Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique* et, plus récemment, en 1990, dans son projet de réorganisation de la Russie, pour l'autodétermination de toutes les républiques non russes et pour une union entre les trois peuples slaves : Russie, Biélorussie, Ukraine. C'est cette idée qu'a voulu défendre Boris Eltsine avant même la chute de l'URSS. Mais, ne parvenant pas à préserver les liens avec les États slaves, avec une Ukraine décidée à se séparer de la Russie, Boris Eltsine, pragmatique et sage malgré des oppositions internes virulentes, a cherché avant tout à préserver la cohésion interne de l'État russe multiethnique et la paix avec les voisins. Pour lui, la mission du pouvoir russe est de garantir, d'une part, les droits des minorités à l'intérieur des frontières russes et, de l'autre, ceux des diasporas russes dispersées dans les pays voisins. Quant à s'interroger pour savoir si la Russie peut exister hors de ses racines, sans Kiev et

10. Hélène Carrère d'Encausse, *Victorieuse Russie*, *op.cit.* p. 228.

l'Ukraine, cela ne relève-t-il pas simplement d'une conscience slave que la Russie a en partage, et non d'un sentiment impérialiste ?

Il n'en reste pas moins que la Russie *est* l'État fédéral. Elle ne s'en distingue pas et intègre différentes composantes nationales. Cette fédération n'est pas russe (*rousskaïa*) d'un point de vue ethnique mais « russe » (*rossiiskaïa*), comme le souligne Georges Nivat, du fait de l'appartenance à l'Union de peuples de l'Empire soudés par une idée de grande puissance (*velikoderjavnost'*). C'est ce que l'on retrouve dans la nouvelle constitution du 12 décembre 1993 qui fait de la Russie une fédération « une et indivisible ». Mais elle ne doit pas être seulement formelle, comme sous le régime soviétique.

Quelle que soit la qualité institutionnelle de la constitution, qui règle les rapports au sein de la Fédération, et du traité fédéral, qui définit les conditions de vie commune, l'existence de nations qui se mêlent et ont des intérêts contradictoires rend difficile la recherche et la mise en place d'une formule de cohabitation harmonieuse qu'on ne puisse pas confondre avec un empire. Et cette confusion s'impose dès lors qu'il y a affrontement durable, comme en Tchétchénie.

Ainsi, malgré le développement d'institutions démocratiques et de réformes libérales, et en dépit d'une relative prudence, le pouvoir russe n'a pas su éviter au Caucase un affrontement interethnique particulièrement violent, opposant les Russes aux Tchétchènes qui, auto-proclamés indépendants le 23 novembre 1990, rejettent toute affiliation au centre. La guerre de Tchétchénie témoigne de toute l'ambiguïté des relations à l'intérieur même de la fédération. Cette guerre a toutes les apparences d'une guerre de libération nationale, anticoloniale, sauf deux. La première est qu'elle n'est pas particulièrement populaire dans les pays voisins du Caucase Nord, qui craignent plus une domination tchétchène turbulente que la lointaine domination des Russes, arbitres de longue date dans la région. Et la seconde est qu'il y a continuité territoriale entre la Russie et la minuscule Tchétchénie, particulièrement enclavée. Boris Eltsine ne parviendra pas à apaiser durablement la région, ni en 1992 en inscrivant la République tchétchène au nombre des États qui composent la fédération, ni en 1996 avec les accords de Khassaviourt ; et il terminera le siècle en reprenant les armes contre cette petite république.

La Russie présente un autre trait qui la différencie des pays ayant perdu leur empire (France, Grande-Bretagne...) : ses ex-colonies sont à sa périphérie, sans frontières naturelles ou historiques avec elle. En outre, l'histoire impériale de la Russie puis de l'URSS, avec ses déportations massives par peuples entiers, a jadis entraîné un fort brassage des populations. Et la continuité territoriale de l'empire soviétique a permis un degré d'imbrication des destins, des structures et des économies particulièrement élevé. Le fait est que cette longue intimité des peuples, forcée ou non, n'est pas sans conséquence aujourd'hui sur les relations de la Russie avec ses voisins.

Chaque peuple a des diasporas qui se comptent par milliers et, pour la Russie, par millions de personnes éparpillées dans tout l'empire. Ainsi, plus de 25 millions de Russes vivaient hors des frontières de la Russie au moment du démembrement, qui s'est fait sur la base des composantes nationales, mais en respectant des frontières soviétiques artificielles. Cette situation pèse nécessairement sur les décisions des dirigeants russes et des autres pays, les poussant, d'une part, à contenir les comportements d'hostilité à l'égard des minorités ou des anciens dominateurs, et, de l'autre, à surenchérir dans l'affirmation de leur identité. Ces voisins constituent pour la Russie ce qu'elle appelle « l'étranger proche », premier cercle de ses préoccupations de politique extérieure. Ainsi, par un jeu habile mêlé de force et de subtilité, et par l'affirmation de valeurs démocratiques qui suppose la garantie des droits de l'homme, la Russie a imposé dans l'ex-espace soviétique une *pax russica* acceptée par les nouveaux États de la région comme par les États occidentaux.

De tous les cas de figure, c'est celui de l'Ukraine, à laquelle la Russie voue un attachement historique et émotionnel, qui aurait pu donner lieu au conflit le plus grave. Mais le pouvoir russe, en contrepartie de certaines concessions (base navale...), a évité de mettre en cause l'intégrité territoriale d'une Ukraine fragilisée par l'existence d'un clivage entre l'est du pays russifié et l'ouest très nationaliste, au moment où, en Crimée, les circonstances y étaient favorables. Ailleurs, en Moldavie (Transnistrie), en Azerbaïdjan (Haut-Karabakh) et en Géorgie, la Russie a préféré temporiser sans force brutale plutôt que de soutenir des revendications séparatistes. Cette attitude lui a permis de restaurer un peu de sa primauté géostratégique.

Mais la Russie a échoué sur deux plans : d'abord, dans la constitution d'une sorte de « Commonwealth slave », version moderne, aux yeux de l'Ukraine, d'un panslavisme périmé ; ensuite, dans la transformation de la CEI, créée à la fin de 1991, en une véritable communauté un tant soit peu opérationnelle. Au mieux, la CEI reste un forum où les ex-républiques de l'URSS, moins les Baltes, évoquent, avec bien des réticences, des problèmes d'ordre commun. Cet échec fait que la Russie a, avec ses voisins, des relations essentiellement bilatérales. Et, d'une manière générale, la région n'a pas encore trouvé un équilibre stable, notamment au Caucase et en Asie centrale. À la fin du XX^e siècle, les alliances « stratégiques » de la Russie s'y sont souvent nouées par nécessité et opportunisme. Toutefois, l'évolution des uns et des autres depuis dix ans a poussé la Russie à affirmer plus clairement sa position d'État en butte à des voisins encore méfiants à son égard et à s'enfermer dans ses frontières nouvelles. Les pays de la CEI sont ainsi devenus pour elle de véritables sujets de politique étrangère.

La troisième spécificité de la Russie – qui va déterminer en partie son activité extérieure – est sa triple appartenance géographique et historique à l'Europe, à l'Asie extrême-orientale et au Moyen-Orient. Ce trait lui confère des intérêts nationaux dans trois directions et suscite depuis toujours de vifs débats sur sa vocation occidentale ou asiatique et sur son lien indissoluble avec l'islam, part d'elle-même. Cette interrogation sur la vocation internationale de la Russie oppose depuis fort longtemps les « occidentalistes » et les « slavophiles ». Pour l'avoir un peu oublié et avoir consacré ses efforts à valoriser l'orientation européenne du pays, le ministre des Affaires étrangères de la jeune Russie, Andreï Kozyrev, s'est heurté à la résistance des « eurasiatiques » et a dû laisser sa place à Evguenii Primakov. Pour eux, les alliés naturels de la Russie et les dangers les plus menaçants ne sont pas en Europe mais au sud et à l'est (pays d'islam, Chine). À se vouloir européenne, la Russie dessert ainsi le développement, pour elle essentiel, de ses ressources en Sibérie et en Extrême-Orient. De surcroît, ces régions faiblement peuplées seraient convoitées par les voisins (Chine, Japon, Corée).

La Russie ne peut oublier non plus qu'au sud, le démembrement de l'URSS a laissé à ses frontières des terres d'islam, soit six États peuplés de quelque 60 millions de musulmans, eux-mêmes largement

ouverts sur de grands États musulmans (la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan) et sur le Moyen-Orient, qui tous s'intéressent de près ou de loin à l'héritage de l'URSS. Certains d'entre eux y sont même encouragés par les États-Unis, soucieux de ne pas laisser la Russie reprendre de l'influence dans ces pays. En outre, sur son propre sol, la Russie partage son histoire avec des États musulmans qui, aujourd'hui, poursuivent des quêtes identitaires dépassant les frontières russes.

En fait, pour faire face à cet environnement, le camp des « eurasiatiques » prône un équilibre : « *Le pays qui incarne l'Occident et l'Orient, le Nord et le Sud, est le seul qui soit capable d'unir de manière harmonieuse ces principes différents*¹¹. »

D'autres raisons plus historiques sont également invoquées pour considérer que la Russie est à part dans le monde, et surtout différente des pays qui, comme elle, sont sortis du communisme (Europe centrale et orientale, pays Baltes). La première raison est que son expérience socialiste longue de plusieurs générations a effacé, mieux qu'ailleurs, la mémoire de son passé et la conscience que l'URSS était un univers différent¹². La seconde est que le communisme imposé en Russie par la violence était un système qui ne venait pas d'ailleurs. Aussi la Russie ne pouvait-elle rendre l'étranger responsable ni de son malheur, ni de la perte de son empire, qui constituait la fierté nationale du citoyen soviétique. Ces spécificités, aussi nombreuses qu'elles soient, n'altèrent pas pour autant la détermination de la Russie à être un pays comme les autres et à réintégrer l'Europe.

Un pays normal

En quête d'elle-même, la Russie s'est engagée dès sa renaissance à être un État moderne, démocratique et prévisible, semblable aux autres¹³. Membre, par héritage, du Conseil de sécurité, elle s'est intégrée dans la plupart des institutions internationales : au Conseil de l'Europe, partiellement au G7... Mais c'est dans le rejet de son passé soviétique

11. S. Stankevitch, *Derjava v poiskah sebia*, *Nezavisimaïa gazeta*, 28 mars 1992.

12. Hélène Carrère d'Encausse, *La Russie inachevée*, Fayard, Paris, 2000, p. 26.

13. Hélène Carrère d'Encausse, *Victorieuse Russie*, Fayard, Paris, 1992 ; voir les chapitres sur l'État civilisé et la fin de l'étrangeté.

– « jamais plus » – et dans l’aspiration de la société civile à vivre dans un État de droit, dans un État enfin civilisé, que réside le changement le plus grand. La société, vaccinée contre le communisme et contre toute utopie, pressent bien que le processus de transformation et de réintégration du système de valeurs européennes sera long, douloureux et non linéaire. Elle sait de mieux en mieux où se situer dans la communauté des États, mais il lui faudra du temps pour « *présenter au monde un visage auquel elle puisse s’identifier pleinement*¹⁴ ». Affaiblie, la Russie ne constitue plus une menace véritable pour l’Occident, mais, responsable de son destin, elle a désormais la volonté de retrouver une place de partenaire à part entière dans le rang des grandes puissances.

En attendant, toute affirmation des intérêts nationaux russes dans le monde ou chez ses voisins ne saurait être considérée comme le symptôme d’une résurgence de l’impérialisme russe ; et toute divergence d’appréciation de politique étrangère avec les Occidentaux ne signifie pas *a priori* que la Russie soit dans l’erreur ni qu’il faille l’ignorer parce qu’elle ne pense pas comme les autres.

Revenant d’un voyage à Moscou, Georges Duhamel écrivait en 1927 – 65 ans trop tôt : « *Par sa culture, par ses monuments, par les gages admirables qu’il n’a cessé de fournir à notre civilisation, par sa religion même, par les valeurs morales essentielles dont il se réclame, le peuple russe mérite une place honorable dans le monde occidental. Allons-nous le détacher de notre cause ? Allons nous le bannir à jamais de cette famille européenne qui, malgré ses dissentiments et ses fautes, mérite encore de vivre et de parachever son œuvre*¹⁵ ? »

14. Hélène Carrère d’Encausse, *Victorieuse Russie*, op. cit. p. 342.

15. Georges Duhamel, *Le Voyage de Moscou*, Mercure de France, Paris, 1927, p. 255-256.